

Contribution à la Tribune libre du site national

Etant retraité depuis un an, après 40 années de métier, je livre dans le cadre de cette tribune libre qu'encourage la préparation aux Etats généraux de l' HG destinés à faire le point sur le sort actuel de nos disciplines et de leurs acteurs quelques remarques qui n'engagent, selon le canal d'expression retenu, que leur auteur. Pour essayer d'être concis, au risque de la schématisation et, pire, d'une simplification déformante-un des dangers majeurs du mode de pensée- je réduirai ces remarques à 3 grands thèmes.

1° L'évolution du métier

Dire que le métier a bien changé en 40 années – et cette observation vaut pour toutes les disciplines ce qui pose parfois un problème : où s'arrête le champ d'intervention d'une association dite de spécialistes ? - est à la fois un truisme et une approximation. La difficulté est de cerner les changements extérieurs – ce que la société elle-même par ses évolutions a provoqué ou induit – et les changements internes, où la part du personnel est prépondérante.

Il existe d'abord des points de stabilité, qu'il faut bien identifier puisqu'ils sont en passe d'être remis en question : la nature d'une carrière de fonction publique obtenue très généralement par concours, des statuts de métier fixés par des décrets des années 50 du siècle passé, des évolutions administratives de carrière bonifiées dans les années 70-80 (formation continue, concours internes, création d'une hors-classe), une liberté pédagogique reconnue dans le cadre général de l'application des programmes .

Les changements se situent à mon sens, outre les mutations technologiques majeures en passe de modifier les méthodes d'accès à la connaissance (mais non les capacités à acquérir pour maîtriser celle-ci), dans le regard porté par la société sur la condition enseignante, ambivalente puisque chaque enseignant est censé représenter le corps entier, allant du manque de considération (métier perçu comme mal payé – ce qui est parfaitement vrai cf les dernières comparaisons européennes) – à une certaine reconnaissance devant la difficulté à enseigner à des adolescents dont nombre de parents vivent au jour le jour les aléas comportementaux. Ensuite dans la charge globale de travail, sensiblement augmentée en présence des publics par

l'institution d'abord qui a multiplié les comités et réunions, ce qui a pour grave conséquence d'ajouter au sentiment d'épuisement ressenti au terme des cours et de diminuer d'autant la part du vrai travail personnel : celui de la formation continuée personnelle (j'y reviendrai).

Pour les élèves, l'évolution globale reflète de près celle de la société, de plus en plus technologique, et celle des liens familiaux (hausse des familles recomposées). Il me semble que les élèves actuels, par exemple les arrivants en 6è, sont moins concentrés qu'autrefois, plus aptes à intervenir à tout bout de champ et plus difficiles à accepter des travaux hors-classe, qui restent à mes yeux nécessaires dans tout apprentissage véritable, y compris en HG. D'où une cassure encore plus nette entre ceux que les familles « poussent » dès leur plus jeune âge en ce sens et ceux pour parler vite livrés à eux-mêmes. De nombreux cours sont de même de plus en plus discontinus, parfois très hachés par diverses manifestations sans rapport direct avec leur contenu : d'où ce sentiment accru de fatigue de l'enseignant sans rapport là-aussi direct avec le travail prévu. Pour moi, les valeurs de travail, de responsabilité personnelle (compte tenu naturellement du contexte de chacun : certains élèves ne peuvent tout bonnement pas travailler, totalement perturbés par leur contexte familial), de confiance de soi (donnée essentielle bien mieux perçue à l'étranger), de recul critique quant à soi (notion aussi cruciale du décentrement) ne sont des valeurs ni de « droite » ni de « gauche » car consubstanciées à celles d'une authentique formation personnelle et engagées lors de toute relation pédagogique.

2° La nécessité d'une formation personnelle continuée

L'ancien doyen de l'IG d' HG , M. D. Borne, estimait dans une intervention à moins de 10% le volume des connaissances acquises lors de la formation initiale pour faire face à celles demandées par le métier d' enseigner l' HG. Retenons l'ordre de grandeur. En conséquence deux impératifs dès le premier cours : le savoir et se donner les moyens de faire progresser par ses propres efforts ces connaissances. Tout enseignant est en droit de compter sur une formation continue proposée par l'institution afin d'acquérir rapidement et efficacement grâce à des stages ad hoc de vastes morceaux de champs d'étude.

Pour la part personnelle, elle relève de chacun et c'est à chacun de savoir où il en est. Rien de pire que de se contenter de ses supposés acquis ; c'est pour moi l'extrême avantage de l' HGEC sur d'autres disciplines d'être des matières constamment à partir de fondamentaux (le socle commun en quelque sorte professoral des enseignements disciplinaires) en évolution et en attente d'analyses conceptuelles et plus factuelles. A ce titre, l' APHG a un rôle accru à remplir pour proposer des mises au point sommaires mais consistantes sur les sujets les plus évolutifs », en particulier en géographie. Devant la masse des évolutions, nul « généraliste » de l'enseignement ne peut faire face à lui seul.

Quant à l'institution, après des débuts fort prometteurs dans les années 80 (reconnaissance du droit à une formation continue sur temps de travail généralement pour un temps annuel global de 5 jours, créations des PAF, mises en place de stages relatifs aux concours internes qui marchent les mieux), le ministère Allègre, que je considère pour différentes raisons comme le plus néfaste à l'ensemble de la profession, a cassé cette dynamique en soustrayant la FC à l' Inspection et en la rattachant aux nouveaux IUFM tout en tentant de l'exclure du temps de travail . Dès lors la FC est devenue essentiellement une tâche rectorale, variant considérablement dans son offre de quantité (crédits souvent drastiquement diminués) et de qualité d'une Académie à l'autre. Les réussites notoires d'action de l' APHG en ce domaine, attestées par des stages en liaison étroite avec des IPR actifs et comprenant l'implication de l' APHG , regroupant sur des questions disciplinaires au contenu fort parfois des cohortes de stagiaires, le prouvent : voir ce qui passe – de plus en plus difficilement -en Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne, Créteil et quelques autres Académies .

Pour la formation initiale, chacun connaît la régression majeure des toutes dernières années au niveau de l'année de stage au contenu scandaleusement écorné pour le motif devenu sans appel : à savoir des restrictions budgétaires même si ces mesures sont présentées habillées dans une pseudo-tenue pédagogique. Le ministère Chatel risque de rester dans l'histoire comme un des plus regrettables que l'on ait connus, ministère de gestion essentiellement au service des restrictions de tout poil (des efforts sont

naturellement envisageables en ce domaine) et ouvrant la voie à des bouleversements majeurs (voir point suivant).

3° Les déroulements de carrière et la place des inspections.

Cette question est devenue d'une brûlante actualité compte tenu des projets de réforme totale du système actuel.

Globalement, j'estime ce système actuel satisfaisant. L'avancement de carrière fondée sur une double notation pédagogique (sur 60 pts) et administrative (sur 40 pts) classant en 3 catégories les enseignants me semble raisonnable. Ce qui pose problème, c'est la fréquence des inspections : il n'est à mes yeux absolument pas normal d'« attendre » une inspection au bout de 6, 8 années et parfois, dans les derniers échelons, bien davantage.

L'inspection pédagogique régulière est pour moi une nécessité. Elle est la seule à permettre une analyse critique par précisément un professionnel de la question. Il en va naturellement des inspecteurs comme des professeurs : on en trouve d'excellents comme de bien médiocres. Là encore, de sensibles progrès ont été accomplis dans les années 80 : annonce de la visite et souvent du cours inspecté, entretien prolongé, entretien avec l'équipe d'HG. Il est en droit d'espérer d'une inspection une attitude a priori bienveillante, une écoute très attentive du cours, une critique argumentée de celui-ci, un regard sur sa pratique professionnelle au-delà de ce seul cours. Il est souvent trop facile de céder à la tentation de ne voir des insuffisances que du côté de l'inspection sans se remettre soi-même en cause. La sentence de Socrate garde sa pleine valeur : « toute vie non soumise à examen (à savoir par soi-même) ne mérite pas d'être vécue ».

Quant à l'IG, elle doit garder les missions qui sont actuellement les siennes, d'abord la contribution à l'élaboration des programmes. S'il est parfaitement évident que les nouveaux programmes de 1ères sont infaisables et suscitent l'exaspération et la colère des collègues devant les mettre en application, il est à mon sens erroné de prendre les boucs émissaires là où ils ne sont pas. Que l'IG n'ait pas élaboré de « bons » programmes est certes défendable mais c'est se tromper de cible alors qu'AUCUN programme dans la nouvelle structure ne peut être satisfaisant. Comment enseigner en une année ce qui

était l'objet d'étude sur 2 ans ? Ciblons le responsable de cette situation désastreuse : le ministère Chatel qui a passé cette réforme avec des complicités moins qu'honorables , l' IG étant chargée de la mettre en musique.

Ce ministère entend in fine concocter une réforme encore bien plus nuisible : attribuer aux chefs d'établissement l'évaluation des enseignants. Ceci est d'une telle portée, et à mes yeux si catastrophique ,que l'on ne peut que combattre DES MAINTENANT de telles initiatives. Quid de la liberté pédagogique, de l'indépendance de la fonction, de la montée des coteries locales autour d'un personnage qui peut vite devenir un petit hobereau (quels contre-pouvoirs ?) local ? Le pire n'est jamais sûr à condition qu'il ait été suffisamment combattu pour ne pas arriver. Trop souvent j'ai entendu ou j'entends encore des « réflexions » sur le refrain « que fait-on, que faites-vous pour lutter contre tel projet ou telle décision ? » qui mériterait comme seule réponse : « qu'as-tu fait au-delà de ta tâche professionnelle et par-delà tes plaintes pour ce métier et pour l'HG ? ».

Eric TILL , ancien professeur au lycée Victor Duruy (Paris , 7è) et ancien Secrétaire général de l' APHG

